

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/IND/1

G/SCM/N/1/IND/1

7 avril 1995

(95-0857)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

INDE

Le Secrétariat a reçu de la Mission permanente de l'Inde la communication suivante, datée du 15 mars 1995.

Au nom du gouvernement de l'Inde, j'ai l'honneur de vous remettre copie de l'Ordonnance de 1994 portant amendement du tarif douanier et du Règlement élaboré à partir de cette loi, qui alignent la législation indienne concernant l'imposition de droits compensateurs ou antidumping sur l'Accord relatif aux subventions et mesures compensatoires et l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994.

N° d'enregistrement DL-33004/94

Journal officiel de l'Inde

SUPPLEMENT SPECIAL

PARTIE II - Section 1

AVIS AU PUBLIC

N° 82

New Delhi, le samedi 31 décembre 1994, Pausa 10, 1916

Cette Partie a été paginée à part afin d'être éventuellement archivée séparément

**MINISTERE DES LOIS, DE LA JUSTICE ET DES QUESTIONS
CONCERNANT LES SOCIETES**

(Département des Lois)

New Delhi, 31 décembre 1994/Pausa 10, 1916 (Saka)

ORDONNANCE DE 1994 PORTANT AMENDEMENT DU TARIF DOUANIER

N° 14 de 1994

Promulguée par la Présidence en cette quarante-cinquième année
de la République indienne

Nouvelle Ordonnance portant amendement de la Loi de 1975 sur le tarif douanier

CONSIDERANT que le Parlement n'est pas en session et que le Président a la certitude que les circonstances l'obligent à prendre une décision immédiate;

Dans l'exercice des pouvoirs que lui confère l'alinéa 1) de l'article 123 de la Constitution, le Président promulgue l'ordonnance ci-après:

1. 1) La présente ordonnance portera l'intitulé d'Ordonnance de 1994 portant amendement du tarif douanier.
- 2) Elle entrera en vigueur le 1er janvier 1995.
2. Les articles 9, 9A et 9B de la Loi de 1975 sur le tarif douanier sont remplacés par ce qui suit:

"9. 1) Si un pays ou un territoire verse ou accorde directement ou indirectement une subvention à la fabrication ou à la production dans ce pays ou territoire, ou encore à l'exportation depuis ce pays ou territoire d'un article quelconque, y compris toute subvention pour le transport de l'article en question, le gouvernement central pourra, au moment de l'importation dudit article en Inde, qu'elle soit effectuée directement à partir du pays de fabrication ou de production ou autre, et qu'il soit ou non importé dans le même état qu'au moment de son exportation du pays de fabrication ou de production ou autre, imposer, moyennant notification au Journal officiel, un droit compensateur qui ne dépassera pas le montant de la subvention en question."

Explication: Aux fins du présent paragraphe, une subvention sera réputée exister

- a) s'il y a contribution financière des pouvoirs publics ou d'un organisme public du ressort territorial du pays exportateur ou producteur, c'est-à-dire dans les cas où:
 - i) une pratique des pouvoirs publics comporte un transfert direct de fonds (par exemple sous la forme de dons, prêts ou participation au capital social) ou un transfert direct potentiel de fonds ou de passif, ou encore les deux;
 - ii) des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues (y compris sous la forme d'avantages fiscaux);
 - iii) les pouvoirs publics fournissent des biens ou des services autres qu'une infrastructure générale ou achètent des biens;
 - iv) les pouvoirs publics font des versements à un mécanisme de financement ou chargent un organisme privé d'exécuter une ou plusieurs fonctions des types énumérés sous i) à iii) ci-dessus, qui sont normalement de leur ressort, ou lui ordonnent de le faire, la pratique suivie ne différant pas véritablement de la pratique normale des pouvoirs publics; ou bien
- b) si les pouvoirs publics accordent ou maintiennent en place une forme quelconque de soutien des revenus ou des prix qui a pour effet direct ou indirect d'augmenter les exportations d'un article de leur territoire ou de réduire les importations d'un article sur ce territoire,

et si un avantage est ainsi conféré.

2) Le gouvernement central pourra, dans l'attente de la détermination du montant de la subvention conformément aux dispositions du présent article et du règlement élaboré sur la base de ces dispositions, imposer, en vertu du présent paragraphe, un droit compensateur qui ne dépassera pas le montant de la subvention tel qu'il l'aura provisoirement estimé et, si le droit compensateur dépasse le montant de la subvention tel qu'il aura été déterminé,

- a) le gouvernement central devra, compte tenu de cette détermination et dès qu'il pourra le faire, abaisser le droit compensateur, et
- b) la partie du droit compensateur recouvrée en excédent du droit réduit sera remboursée.

3) Sous réserve des règlements éventuellement pris par le gouvernement central et publiés au Journal officiel, le droit compensateur visé au paragraphe 1 ou 2 ne sera pas imposé sauf s'il est déterminé

- a) que la subvention exerce un effet sur les résultats à l'exportation;
- b) que la subvention est liée à l'utilisation de biens d'origine nationale plutôt que de biens importés pour la production de l'article exporté; ou encore
- c) que la subvention a été accordée à un nombre limité de personnes qui fabriquent, produisent ou exportent l'article considéré, à moins que ladite subvention ne soit accordée:
 - i) aux fins de travaux de recherche menés par les personnes qui fabriquent, produisent ou exportent le produit considéré, ou pour leur compte;

- ii) pour aider des régions défavorisées du territoire du pays exportateur; ou encore
- iii) pour aider à l'adaptation des équipements existants à de nouvelles prescriptions environnementales.

4) Si le gouvernement central estime que le dommage causé à la branche de production nationale, et difficile à réparer, résulte d'importations massives, dans un laps de temps relativement court, de l'article qui bénéficie de subventions versées ou accordées, et si, afin d'empêcher que le dommage en question ne se renouvelle, il est indispensable de prélever rétrospectivement un droit compensateur, il pourra, moyennant notification au Journal officiel, prélever un droit compensateur à partir d'une date précédant celle de l'imposition d'un droit compensateur au titre du paragraphe 2, mais non au-delà de 90 jours avant cette date et, nonobstant toute disposition d'une loi quelconque alors en vigueur, ce droit devra être acquitté à compter de la date spécifiée dans la notification faite au Journal officiel conformément au présent paragraphe.

5) Le droit compensateur imposable en vertu du présent article viendra s'ajouter à tout autre droit imposé conformément à la présente loi ou à toute autre loi alors en vigueur.

6) Le droit compensateur imposé conformément au présent article cessera, à moins d'être supprimé plus tôt, de prendre effet au terme de cinq années à compter de la date de son imposition:

Etant entendu que si le gouvernement central estime, après réexamen, que la suppression du droit compensateur risque de conduire à la persistance ou au renouvellement de la subvention ou du dommage, il pourra éventuellement en prolonger la durée d'imposition d'encore cinq années à compter de la date de l'arrêté décidant cette prolongation;

Etant entendu en outre que, si un réexamen entrepris avant l'expiration de la période de cinq années précitée n'a pas abouti avant cette expiration, le droit compensateur pourra demeurer en vigueur en attendant l'issue de ce réexamen durant encore une année au maximum.

7) Le montant de toute subvention visée au paragraphe 1 ou 2 devra périodiquement être déterminé par le gouvernement central suite à une enquête s'il le juge nécessaire, et le gouvernement central pourra, moyennant notification au Journal officiel, préciser les règles à appliquer pour identifier l'article en cause ainsi que pour le calcul et le recouvrement de tout droit compensateur imposé au moment de son importation conformément au présent article.

8) Toute notification au Journal officiel faite conformément au présent article devra, dans les meilleurs délais, être soumise à chaque Chambre du Parlement.

9A 1) Si un article est exporté de n'importe quel pays ou territoire (désigné ci-après dans le présent article par l'expression "pays ou territoire exportateur") à destination de l'Inde à un prix inférieur à sa valeur normale, le gouvernement central pourra, au moment de l'importation dudit article en Inde, imposer, moyennant notification au Journal officiel, un droit antidumping qui ne dépassera pas la marge de dumping sur l'article.

Explication: Aux fins du présent article,

- a) la "marge de dumping", s'agissant d'un article, s'entend de la différence entre son prix à l'exportation et sa valeur normale;

b) le "prix à l'exportation", s'agissant d'un article, s'entend du prix dudit article exporté du pays ou territoire exportateur et, s'il n'existe pas de prix à l'exportation ou si le prix à l'exportation connu manque de fiabilité en raison de l'existence d'une association ou d'un accord de compensation entre l'exportateur et l'importateur ou une tierce partie, le prix à l'exportation pourra être reconstitué sur la base du prix auquel les articles importés sont revendus pour la première fois à un acheteur indépendant, ou bien, si l'article n'est pas revendu à un acheteur indépendant, ou pas revendu dans l'état où il a été importé, sur toute base raisonnable qui pourra être déterminée selon les règles définies conformément au paragraphe 6;

c) l'expression "valeur normale", s'agissant d'un article, s'entend:

i) du prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour l'article similaire destiné à la consommation dans le pays ou territoire exportateur, qui aura été déterminé selon les règles définies conformément au paragraphe 6; ou

ii) si aucune vente de l'article similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays ou territoire exportateur, ou si, du fait de la situation particulière du marché ou du faible volume des ventes sur le marché intérieur du pays ou territoire exportateur, lesdites ventes ne permettent pas une comparaison convenable, la valeur normale sera:

a) soit le prix représentatif comparable de l'article similaire lors de son exportation du pays ou territoire exportateur ou d'un pays tiers approprié, qui aura été déterminé selon les règles définies conformément au paragraphe 6;

b) soit le coût de production dudit article dans le pays d'origine, majoré d'un montant raisonnable au titre des frais d'administration, frais de commercialisation et frais généraux ainsi que du bénéfice, qui aura été déterminé selon les règles définies conformément au paragraphe 6;

Etant entendu que, si l'article est importé d'un pays autre que son pays d'origine et s'il a simplement transité par le pays exportateur, ou bien n'est pas produit dans le pays exportateur ou encore s'il n'existe pas de prix comparable dans ce pays, la valeur normale sera déterminée sur la base du prix de l'article dans son pays d'origine.

2) Le gouvernement central pourra, dans l'attente de la détermination de la valeur normale et de la marge de dumping d'un article conformément aux dispositions du présent article et du règlement élaboré sur la base de ces dispositions, imposer, au moment de l'importation dudit article en Inde, un droit antidumping sur la base d'une estimation provisoire desdites valeur et marge et, si ce droit antidumping dépasse la marge telle qu'elle aura été déterminée,

a) le gouvernement central devra, compte tenu de cette détermination et dès qu'il pourra le faire, abaisser ledit droit, et

b) la partie du droit antidumping recouvrée en excédent du droit antidumping réduit sera remboursée.

3) Si, s'agissant de l'article importé dans des conditions de dumping, le gouvernement central estime:

- i) que le dumping cause de dommage date d'un certain temps ou que l'importateur savait ou aurait dû savoir que l'exportateur pratiquait le dumping et que ce dumping serait cause de dommage, et
- ii) que le dommage résulte d'importations massives d'un article dans des conditions de dumping sur un laps de temps relativement court et qui, au vu du moment et du volume de ces importations ou d'autres circonstances, sont de nature à compromettre gravement l'effet correcteur du droit antidumping susceptible d'être imposé,

le gouvernement central pourra, moyennant notification au Journal officiel, imposer rétrospectivement un droit antidumping à compter d'une date antérieure à celle de l'imposition d'un droit antidumping conformément au paragraphe 2, mais pas au-delà de 90 jours avant la date de la notification faite conformément au présent paragraphe et, nonobstant toute disposition de n'importe quelle loi alors en vigueur, ce droit sera à acquitter au taux et à partir de la date spécifiés dans la notification au Journal officiel.

4) Le droit antidumping imposable conformément au présent article viendra s'ajouter à tout autre droit imposé conformément à la présente loi ou à toute autre loi alors en vigueur.

5) Le droit antidumping imposé conformément au présent article cessera, à moins d'être supprimé plus tôt, de prendre effet au terme de cinq années à compter de la date de son imposition:

Etant entendu que si le gouvernement central estime, après réexamen, que la suppression du droit risque de conduire à la persistance ou au renouvellement du dumping et du dommage, il pourra éventuellement en prolonger la durée d'imposition d'encore cinq années à compter de la date de l'arrêté décidant cette prolongation;

Etant entendu en outre que, si un réexamen entrepris avant l'expiration de la période de cinq ans précitée n'a pas abouti avant cette expiration, le droit antidumping pourra demeurer en vigueur en attendant l'issue de ce réexamen durant encore un an au maximum.

6) La marge de dumping visée au paragraphe 1 ou 2 devra périodiquement être déterminée par le gouvernement central suite à une enquête s'il le juge nécessaire, et le gouvernement central pourra, moyennant notification au Journal officiel, préciser les règles à appliquer aux fins du présent article et, sans préjudice de l'ensemble des dispositions qui précèdent, ces règles pourront prescrire comment les articles passibles d'un droit antidumping en vertu du présent article pourront être identifiés, comment pourront être déterminés le prix à l'exportation, la valeur normale et la marge de dumping de ces articles, ainsi que comment calculer et recouvrer le droit antidumping.

7) Toute notification faite conformément au présent article devra, dans les meilleurs délais, être soumise à chaque Chambre du Parlement.

9B 1) Nonobstant toute disposition de l'article 9 ou de l'article 9A,

- a) aucun article ne fera l'objet à la fois d'un droit compensateur et d'un droit antidumping à titre de compensation d'une même situation de dumping ou de subvention à l'exportation;
- b) le gouvernement central n'imposera aucun droit compensateur ni antidumping

- i) au titre de l'article 9 ou de l'article 9A du fait de l'exonération de tous droits ou taxes supportés par les produits similaires destinés à la consommation dans leur pays d'origine ou d'exportation, ni motif pris du remboursement desdits droits ou taxes;
- ii) au titre du paragraphe 1 de chacun de ces articles, lors de l'importation en Inde de tout article en provenance d'un pays Membre de l'Organisation mondiale du commerce ou d'un pays auquel le gouvernement indien est lié par un accord de traitement de la nation la plus favorisée (dénommé ci-après "un certain pays") à moins que, selon les règles définies conformément au paragraphe 2 du présent article, il n'ait été déterminé que l'importation en Inde de l'article en question cause ou menace de causer un dommage important à une branche de production établie en Inde ou ne retarde de façon importante la création d'une branche de production en Inde; ni
- iii) au titre du paragraphe 2 de chacun de ces articles, lors de l'importation en Inde de tout article en provenance de certains pays à moins que, selon les règles définies conformément au paragraphe 2 du présent article, il n'ait été conclu à titre préliminaire à l'existence d'une subvention ou d'un dumping causant un dommage à une branche de production nationale, et qu'il n'ait été déterminé en outre que l'imposition d'un droit est indispensable pour empêcher que l'importation de l'article ne cause un dommage durant le déroulement de l'enquête,

Etant entendu qu'aucune des dispositions des alinéas ii) et iii) du paragraphe b) ne s'appliquera si un droit compensateur ou antidumping a été imposé sur tout article pour empêcher qu'il ne cause un dommage ou ne menace de causer un dommage à une branche de production nationale d'un pays tiers exportateur d'un article similaire à destination de l'Inde;

- c) le gouvernement central ne pourra imposer
 - i) aucun droit compensateur en vertu de l'article 9, et cela à n'importe quel moment, s'il a reçu du gouvernement du pays ou territoire exportateur des engagements volontaires et satisfaisants d'éliminer ou limiter la subvention, ou de prendre d'autres mesures concernant ses effets, ou si l'exportateur a accepté de réviser le prix de l'article et si le gouvernement central a la certitude que l'effet dommageable de la subvention se trouve de ce fait supprimé;
 - ii) aucun droit antidumping au titre de l'article 9A, et cela à n'importe quel moment, s'il a reçu d'un exportateur un engagement volontaire satisfaisant de réviser ses prix ou de cesser d'exporter à destination de la région en question à un prix de dumping et si le gouvernement central a la certitude que l'effet dommageable du dumping se trouve de ce fait supprimé.

2) Le gouvernement central pourra, moyennant notification au Journal officiel, édicter des règles aux fins de l'application du présent article et, sans préjudice de l'ensemble des dispositions qui précèdent, ces règles pourront prescrire comment pourra être menée toute enquête aux fins de l'application du présent article, les facteurs à prendre en considération dans les enquêtes de cette nature, et tout ce qui aura trait auxdites enquêtes.

9C 1) Un recours contre l'arrêté de détermination, ou de réexamen de cette détermination, concernant l'existence, le degré et les effets de toute subvention ou de tout dumping en relation avec l'importation d'un article quelconque pourra être interjeté auprès de la Cour d'appel pour les questions de réglementation des douanes, des contributions indirectes et des opérations sur l'or, constituée conformément à l'article 129 de la Loi douanière de 1962 (ci-après désignée par l'expression "la Cour d'appel").

2) Tout recours interjeté conformément au présent article devra être déposé dans les 90 jours suivant la date de l'arrêté faisant l'objet du recours:

Etant entendu que la Cour d'appel pourra recevoir tout recours déposé après l'expiration dudit délai de 90 jours, si elle a la certitude que le recourant s'est trouvé empêché par des motifs suffisants de déposer son recours en temps voulu.

3) La Cour d'appel pourra, après avoir donné aux parties au recours la possibilité de se faire entendre, prendre à ce sujet la décision qu'elle jugera adéquate, confirmant, modifiant ou annulant l'arrêté qui a fait l'objet du recours.

4) Les dispositions des paragraphes 1, 2, 5 et 6 de l'article 129C de la Loi douanière de 1962 s'appliqueront à la Cour d'appel dans l'exercice de ses fonctions en vertu de la présente loi de même qu'à l'exercice de ses fonctions conformément à la Loi douanière de 1962.

5) Tout recours interjeté conformément au paragraphe 1 sera entendu par une instance spéciale constituée par le Président de la Cour d'appel à cet effet, instance qui sera composée du Président et d'au moins deux membres de la Cour et où siégeront un représentant de la justice et un représentant technique.

SHANKER DAYAL SHARMA,
Président

K. L. MOHANPURIA
Secrétaire auprès du gouvernement indien

A PUBLIER DANS LA PARTIE II, SECTION 3, SOUS-SECTION i), DU JOURNAL OFFICIEL DE L'INDE, SUPPLEMENT SPECIAL, EN DATE DU 1er JANVIER 1995

11 PAUSA, 1916 SAKA

GOUVERNEMENT DE L'INDE
MINISTERE DES FINANCES
DEPARTEMENT DU TRESOR

NEW DELHI, 1er janvier 1995
11 PAUSA, 1916 SAKA

NOTIFICATION
N° 2/95-N.T. CUSTOMS

G.S.R. N° 1-(E) Dans l'exercice des pouvoirs que lui confèrent le paragraphe 6 de l'article 9A et le paragraphe 2 de l'article 9B de la Loi de 1975 sur le tarif douanier (51 de 1975) et en remplacement du Règlement de 1985 concernant le tarif douanier (identification, calcul et recouvrement du droit ou du droit additionnel sur les articles faisant l'objet d'un dumping, et détermination du dommage), sauf pour ce qui concerne les actes accomplis ou non antérieurement, le gouvernement central édicte le règlement ci-après, à savoir:

1. Intitulé et entrée en vigueur
 - 1) Le présent règlement pourra être intitulé Règlement de 1995 concernant le tarif douanier (identification, calcul et recouvrement de droits antidumping sur les articles faisant l'objet d'un dumping, et détermination du dommage).
 - 2) Ce règlement entrera en vigueur le 1er janvier 1995.
2. Définitions. Dans le présent règlement, et à moins que le contexte n'impose une autre interprétation,
 - a) Le terme "loi" s'entend de la Loi de 1975 sur le tarif douanier (51 de 1975) ;
 - b) l'expression "branche de production nationale" s'entend de l'ensemble des producteurs nationaux de l'article similaire et de toute activité liée à leur production, ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de l'article en question, sauf lorsque ces producteurs sont liés aux exportateurs ou aux importateurs de l'article dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping ou en sont eux-mêmes importateurs, auquel cas lesdits producteurs ne seront pas censés faire partie de la branche de production nationale:

Etant entendu que, dans les circonstances exceptionnelles visées au paragraphe 3 de l'article 11 du présent Règlement, la branche de production nationale, s'agissant de l'article en question, sera censée comprendre deux marchés compétitifs ou plus et les producteurs à l'intérieur de chacun de ces marchés comme constituant une branche de production distincte, si

- i) les producteurs à l'intérieur du marché en question vendent la totalité ou la quasi-totalité de leur production de l'article considéré sur ce marché; et si

- ii) la demande sur ce marché n'est pas satisfaite dans une mesure substantielle par les producteurs du même article situés dans d'autres parties du territoire;
- c) l'expression "partie intéressée" s'entend
 - i) d'un exportateur ou producteur étranger, ou encore de l'importateur d'un article qui fait l'objet d'une enquête de dumping en Inde ou d'un groupement professionnel, commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent, exportent ou importent l'article considéré,
 - ii) du gouvernement du pays exportateur, et
 - iii) d'un producteur de l'article similaire en Inde ou d'un groupement professionnel, commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent l'article similaire en Inde;
- d) l'expression "article similaire" s'entend d'un article identique ou semblable à tous égards à celui qui fait l'objet d'une enquête de dumping en Inde ou, s'il n'existe pas d'article de cette nature, de tout autre article qui, bien que non semblable à tous égards, présente des caractéristiques qui ressemblent étroitement à celles des articles qui font l'objet de l'enquête;
- e) l'expression "droit provisoire" s'entend d'un droit antidumping imposé en vertu du paragraphe 2 de l'article 9A de la loi;
- f) l'expression "certain pays" s'entend d'un pays ou territoire Membre de l'Organisation mondiale du commerce et de tout pays ou territoire auquel le gouvernement indien est lié par un accord lui accordant le traitement de la nation la plus favorisée;
- g) tous les termes et expressions utilisés et non définis dans le présent règlement ont le sens que leur assigne la loi.

3. Désignation de l'autorité compétente

- 1) Le gouvernement central pourra, moyennant notification au Journal officiel, désigner comme autorité compétente aux fins de l'application du présent règlement toute personne occupant au moins le rang de cosecrétaire du gouvernement de l'Inde, ou toute autre personne que le gouvernement jugera bon.
- 2) Le gouvernement central pourra assurer à l'autorité compétente les services de toutes autres personnes et de tous autres moyens qu'il jugera utiles.

4. Fonctions de l'autorité compétente

- 1) Il appartiendra à l'autorité compétente, conformément au présent règlement
 - a) d'enquêter sur l'existence, le degré et les effets d'un dumping à l'importation allégué au sujet d'un article quelconque;
 - b) d'identifier l'article susceptible de faire l'objet d'un droit antidumping;

- c) de soumettre au gouvernement central ses conclusions, provisoires ou non, concernant
 - i) la valeur normale, le prix à l'exportation et la marge de dumping de l'article qui fait l'objet d'une enquête; et
 - ii) le dommage ou la menace de dommage à une branche de production établie en Inde ou le retard important apporté à la création d'une branche de production en Inde du fait de l'importation de l'article considéré en provenance de certains pays;
- d) de recommander le montant du droit antidumping qui, s'il est imposé, suffira pour éliminer le dommage à la branche de production nationale, ainsi que la date d'entrée en vigueur de ce droit; et
- e) de réexaminer la nécessité de continuer d'appliquer le droit antidumping.

5. Ouverture de l'enquête

- 1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, l'autorité compétente n'ouvrira d'enquête pour déterminer l'existence, le degré et les effets d'un dumping allégué que sur réception d'une demande écrite émanant de la branche de production nationale ou à lui adressée en son nom.
- 2) Les demandes déposées conformément au paragraphe 1 devront l'être dans la forme prescrite par l'autorité compétente et être accompagnées d'éléments de preuve:
 - a) du dumping;
 - b) du dommage le cas échéant; et
 - c) le cas échéant, du lien de causalité entre les importations qui font l'objet du dumping et le dommage allégué.
- 3) L'autorité compétente n'ouvrira d'enquête suite à une demande faite conformément au paragraphe 1 que si:
 - a) elle détermine, en se fondant sur l'examen du degré de soutien ou d'opposition à la demande exprimé par les producteurs nationaux du produit similaire, que la demande a été présentée par la branche de production nationale ou en son nom:

Etant entendu qu'aucune enquête ne sera ouverte si les producteurs nationaux qui ont soutenu expressément la demande représentent moins de 25 pour cent de la production totale de l'article similaire par la branche de production nationale; et
 - b) elle examine l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande et détermine qu'il y a des éléments suffisants concernant
 - i) le dumping;
 - ii) le dommage, le cas échéant; et

- iii) le cas échéant, un lien de causalité entre les importations qui font l'objet d'un dumping et le dommage allégué,

pour justifier l'ouverture d'une enquête.

Explication: Aux fins du présent article du Règlement, la demande sera censée avoir été présentée par la branche de production nationale ou en son nom, si elle est soutenue par des producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale de l'article similaire produite par la partie de la branche de production nationale qui aura exprimé son soutien ou son opposition à la demande.

4. Nonobstant toute disposition du paragraphe 1, l'autorité compétente pourra ouvrir une enquête de son propre chef si elle détermine, d'après les informations reçues de la Perception des droits de douane désignée conformément à la Loi douanière de 1962 (52 de 1962), ou de toute autre source, qu'il existe suffisamment d'éléments de preuve de l'existence des circonstances visées à l'alinéa b) du paragraphe 3.

5. L'autorité compétente avisera le gouvernement du pays exportateur avant d'ouvrir une enquête.

6. Principes applicables aux enquêtes.

1) Après avoir décidé d'ouvrir une enquête pour déterminer l'existence, le degré et les effets de tout dumping allégué d'un article quelconque, l'autorité compétente publiera un avis au public signifiant sa décision, avis qui, notamment, devra contenir les informations adéquates sur les points suivants:

- i) nom du pays ou des pays exportateurs et article mis en cause;
- ii) date d'ouverture de l'enquête;
- iii) base sur laquelle est fondée l'allégation de l'existence d'un dumping dans la demande;
- iv) résumé des facteurs sur lesquels est fondée l'allégation de l'existence d'un dommage;
- v) adresse à laquelle les parties intéressées devront faire parvenir leurs représentations; et
- vi) délais ménagés aux parties intéressées pour faire connaître leurs points de vue.

2) L'autorité compétente fera tenir copie de l'avis au public aux exportateurs connus de l'article dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping, aux gouvernements des pays exportateurs concernés, ainsi qu'aux autres parties intéressées.

3) L'autorité compétente fera également tenir copie de la demande visée au paragraphe 1 de l'article 5:

- i) aux exportateurs connus, ou au groupement professionnel concerné si les exportateurs sont nombreux; et

- ii) aux gouvernements des pays exportateurs:

Etant entendu que l'autorité compétente fera également tenir copie de cette demande à toutes les autres parties intéressées qui en feraient la demande par écrit.

4) L'autorité compétente pourra publier un avis pour demander des renseignements, dans la forme qu'elle prescrira éventuellement, aux exportateurs, producteurs étrangers et autres parties intéressées, et les renseignements demandés devront alors être fournis par écrit par les personnes concernées dans les 30 jours suivant la date où elles auront reçu l'avis ou dans le délai plus long que l'autorité compétente pourra consentir pour des motifs suffisants et prouvés.

Explication: Aux fins du présent paragraphe, l'avis de demande de renseignements et d'autres documents sera censé avoir été reçu dans le délai d'une semaine à compter de la date à laquelle l'autorité compétente l'aura expédié ou remis au représentant diplomatique compétent du pays exportateur.

5) L'autorité compétente ménagera également aux utilisateurs industriels de l'article qui fait l'objet de l'enquête, ainsi qu'aux organisations de consommateurs représentatives si l'article est vendu couramment au stade du détail, la possibilité de fournir des renseignements qui ont un rapport avec l'enquête, concernant le dumping, le dommage le cas échéant, et le lien de causalité entre l'un et l'autre.

6) L'autorité compétente pourra autoriser une partie intéressée ou son représentant à présenter oralement les renseignements qui ont un rapport avec l'enquête mais, dans ce cas, les renseignements ne seront pris en considération par l'autorité compétente que s'ils sont ensuite confirmés par écrit.

7) L'autorité compétente communiquera les éléments de preuve qui lui auront été fournis par une partie intéressée aux autres parties intéressées impliquées dans l'enquête.

8) Si une partie intéressée refuse de donner accès aux informations nécessaires ou ne les communique pas dans un délai raisonnable, ou encore si elle entrave de façon notable le déroulement de l'enquête, l'autorité compétente pourra conclure sur la base des faits qui lui sont connus et adresser au gouvernement central les recommandations qu'elle jugera utiles dans ces circonstances.

7. Informations confidentielles

1) Nonobstant toute disposition des paragraphes 2, 3 et 7 de l'article 6, du paragraphe 2 de l'article 12, du paragraphe 4 de l'article 15 et du paragraphe 4 de l'article 17, les copies des demandes reçues au titre du paragraphe 1 de l'article 5 et toutes les autres informations fournies à l'autorité compétente à titre confidentiel par une partie quelconque au cours de l'enquête devront, dès lors que l'autorité compétente sera convaincue de leur caractère confidentiel, être traitées par elle en tant que telles et aucune information de cette nature ne sera communiquée à une autre partie sans l'autorisation expresse de la partie qui l'aura fournie.

2) L'autorité compétente pourra exiger des parties qui auront fourni des informations confidentielles qu'elles en donnent un résumé non confidentiel et si, de l'avis d'une partie qui aura fourni des informations de cette nature, ces informations ne peuvent être résumées, ladite partie pourra remettre à l'autorité compétente un exposé des raisons de cette impossibilité.

3) Nonobstant toute disposition du paragraphe 2, si l'autorité compétente est convaincue que la demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée ou que le fournisseur des informations refuse de les rendre publiques ou d'en autoriser la divulgation en termes généraux ou sous forme de résumé, elle pourra ne pas tenir compte des informations en question.

8. Exactitude des informations. Sauf dans les cas visés au paragraphe 8 de l'article 6, l'autorité compétente devra, au cours de l'enquête, s'assurer de l'exactitude des informations fournies par les parties intéressées et sur lesquelles elle fera reposer ses conclusions.

9. Enquêtes sur le territoire d'autres pays. L'autorité compétente pourra procéder à des enquêtes sur le territoire d'autres pays si les circonstances de l'affaire le justifient:

A condition que l'autorité compétente obtienne le consentement de la personne concernée et informe les représentants du gouvernement en question, et que ce gouvernement ne s'y oppose pas.

10. Détermination de la valeur normale, du prix à l'exportation et de la marge de dumping. Un article sera considéré comme faisant l'objet d'un dumping s'il est exporté d'un pays ou territoire à destination de l'Inde à un prix inférieur à sa valeur normale et, dans ces circonstances, l'autorité compétente déterminera la valeur normale, le prix à l'exportation et la marge de dumping compte tenu notamment des principes énoncés à l'annexe I du présent règlement.

11. Détermination de l'existence d'un dommage

1) S'agissant d'importations en provenance de certains pays, l'autorité compétente devra également conclure que l'importation des articles en cause en Inde cause ou menace de causer un dommage important à une branche de production établie en Inde ou de retarder de façon importante la création d'une branche de production en Inde.

2) L'autorité compétente déterminera l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale, celle d'une menace de dommage à une branche de production nationale, et celle d'un retard important apporté à la création d'une branche de production nationale, ainsi que le lien de causalité entre les importations qui font l'objet d'un dumping et le dommage, en tenant compte de tous les faits pertinents, y compris le volume des importations sous dumping, leurs effets sur le prix des articles similaires sur le marché national et leurs effets qui en résultent pour les producteurs nationaux desdits articles, ainsi que conformément aux principes énoncés à l'annexe II du présent règlement.

3) L'autorité compétente pourra, dans des cas exceptionnels, conclure à l'existence d'un dommage même quand une partie substantielle de la branche de production nationale ne sera pas lésée, si

- i) les importations qui font l'objet d'un dumping se trouvent concentrées sur un marché isolé; et si
- ii) les articles qui font l'objet d'un dumping causent un dommage aux producteurs de la totalité ou de la quasi-totalité de la production intérieure dans ce marché.

12. Conclusions préliminaires

1) L'autorité compétente procédera dans les plus brefs délais à l'enquête et, le cas échéant, formulera une conclusion préliminaire concernant le prix à l'exportation, la valeur normale et la marge de dumping et, s'agissant d'importations en provenance de certains pays, elle devra également conclure au sujet du dommage causé à la branche de production nationale; cette conclusion contiendra suffisamment de détails pour les déterminations préliminaires concernant l'existence du dumping et du dommage et elle fera référence aux faits et aux dispositions du droit qui auront amené l'autorité compétente à accepter ou rejeter les arguments présentés. Dans la conclusion figureront également:

- i) les noms des fournisseurs et, en cas d'impossibilité, ceux des pays fournisseurs en cause;
- ii) une description de l'article qui soit suffisante à des fins douanières;
- iii) les marges de dumping établies et l'explication complète des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale;
- iv) les considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage; et
- v) les principales raisons qui ont conduit à la détermination.

2) L'autorité compétente rendra public un avis de ses conclusions préliminaires.

13. Imposition d'un droit provisoire. Le gouvernement central pourra, en s'appuyant sur les conclusions préliminaires de l'autorité compétente, imposer un droit provisoire qui ne dépassera pas la marge de dumping:

Etant entendu qu'aucun droit de cette nature ne sera imposé avant l'expiration d'un délai de 60 jours à compter de la date de la publication, par l'autorité compétente, de l'avis concernant sa décision d'ouvrir une enquête;

Etant entendu en outre que le droit imposé ne demeurera en vigueur que six mois au maximum, durée qui pourra, sur la demande d'exportateurs contribuant pour un pourcentage notable au commerce considéré, être portée à neuf mois par le gouvernement central.

14. Clôture de l'enquête. L'autorité compétente devra, moyennant publication d'un avis, clore immédiatement l'enquête si

- a) elle reçoit par écrit une demande à cet effet de la branche de production nationale concernée et sur la demande de qui l'enquête a été ouverte, ou faite au nom de cette branche;
- b) elle acquiert, au cours d'une enquête, la conviction qu'il n'existe pas d'éléments de preuve suffisants du dumping ou, le cas échéant, d'un dommage qui justifierait la poursuite de l'enquête;
- c) elle détermine que la marge de dumping est inférieure à 2 pour cent du prix à l'exportation;

d) elle détermine que le volume des importations effectives ou potentielles faisant l'objet d'un dumping et en provenance d'un pays donné représente moins de 3 pour cent des importations du produit similaire, à moins que les pays qui, pris séparément, contribuent pour moins de 3 pour cent aux importations du produit similaire n'y contribuent collectivement pour plus de 7 pour cent; ou encore

e) elle détermine que le dommage, le cas échéant, est négligeable.

15. Suspension ou clôture d'une enquête contre engagement sur les prix

1) L'autorité compétente pourra suspendre ou clore une enquête si l'exportateur de l'article en cause

i) s'engage par écrit auprès de l'autorité compétente à réviser ses prix de façon qu'aucune exportation de l'article en cause ne soit faite à destination de l'Inde à des prix de dumping; ou bien

ii) s'agissant d'importations en provenance de certains pays, s'engage à réviser ses prix de façon à éliminer l'effet dommageable du dumping, et si l'autorité compétente est assurée que cet effet dommageable se trouve éliminé:

Etant entendu en outre que l'autorité compétente mènera son enquête à terme et fera connaître sa conclusion si l'exportateur le désire ou si elle en décide ainsi.

2) Aucun engagement concernant l'augmentation du prix conformément à l'alinéa ii) du paragraphe 1 ne sera accepté d'un exportateur à moins que l'autorité compétente n'ait procédé à une détermination préliminaire de l'existence d'un dumping et d'un dommage.

3) L'autorité compétente ne pourra pas non plus accepter d'engagements offerts par un exportateur si elle estime que cette acceptation est irréaliste ou inappropriée pour tout autre motif.

4) L'autorité compétente informera le gouvernement central de l'acceptation d'un engagement et de la suspension ou de la clôture d'une enquête et rendra également public un avis à ce sujet. L'avis reprendra notamment la partie non confidentielle de l'engagement.

5) Si un engagement a été accepté par l'autorité compétente, le gouvernement central ne pourra imposer aucun droit au titre du paragraphe 2 de l'article 9A de la loi aussi longtemps que l'engagement acceptable pour l'autorité compétente demeurera valable.

6) Si l'autorité compétente a accepté un engagement au titre du paragraphe 1, elle pourra exiger de l'exportateur de qui elle a accepté cet engagement qu'il lui fournisse périodiquement des informations concernant l'exécution de l'engagement et autorise la vérification des données fournies:

Etant entendu qu'en cas de violation d'un engagement, l'autorité compétente en avisera le gouvernement central et conduira son enquête à terme avec diligence.

7) L'autorité compétente devra, de sa propre initiative, ou sur la demande d'exportateurs ou d'importateurs de l'article en cause ou encore de toute autre partie intéressée, réexaminer périodiquement la nécessité de maintenir en vigueur un engagement déjà pris.

16. Divulcation des informations. L'autorité compétente devra, avant de formuler ses conclusions finales, informer toutes les parties intéressées des faits essentiels pris en considération par elle et sur lesquels repose sa décision.

17. Conclusions finales

1) L'autorité compétente devra, dans le délai d'un an à compter de l'ouverture d'une enquête, déterminer si l'article en cause fait ou non l'objet d'un dumping en Inde et faire connaître au gouvernement central sa conclusion finale

a) concernant

- i) le prix à l'exportation, la valeur normale et la marge de dumping dudit article;
- ii) le point de savoir si l'importation dudit article en Inde, s'agissant d'importations en provenance de certains pays, cause ou menace de causer un dommage important à une branche de production établie en Inde ou de retarder de façon importante la création d'une branche de production en Inde;
- iii) le lien de causalité, le cas échéant, entre les importations qui font l'objet d'un dumping et le dommage;
- iv) le point de savoir s'il y a lieu d'imposer un droit rétrospectivement et, dans l'affirmative, sa justification et la date à partir de laquelle ce droit rétrospectif doit être imposé:

Etant entendu que le gouvernement central pourra, dans des circonstances exceptionnelles, prolonger de six mois le délai précité d'un an;

Etant entendu en outre que, si l'autorité compétente a suspendu son enquête après avoir accepté un engagement sur les prix, comme prévu à l'article 15, puis la reprend motif pris d'une violation dudit engagement, la durée de la suspension de l'enquête ne sera pas prise en considération pour le calcul du délai précité d'un an.

b) recommandant le montant du droit qui, s'il était imposé, suffirait pour éliminer le dommage subi le cas échéant par la branche de production nationale.

2) Si la conclusion finale est positive, elle devra contenir toutes les informations sur les faits, les points de droit et les motifs qui y ont conduit, ainsi que:

- i) les noms des fournisseurs ou, en cas d'impossibilité, ceux des pays fournisseurs en cause;
- ii) une description du produit qui soit suffisante à des fins douanières;
- iii) les marges de dumping établies et une explication complète des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale;

iv) les considérations qui ont conduit à la détermination de l'existence d'un dommage; et

v) les principales raisons de la détermination.

3) L'autorité compétente déterminera une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné de l'article visé par l'enquête. Etant entendu que si le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types d'articles visés est si important qu'il est impossible de procéder à cette détermination, elle pourra limiter ses conclusions, soit à un nombre raisonnable de parties intéressées ou d'articles en utilisant des échantillons statistiquement valables d'après les informations dont elle aura disposé au moment du choix, soit au plus grand pourcentage du volume des exportations en provenance du pays en question sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter, et le choix des exportateurs, producteurs ou types d'articles effectué dans ces conditions devra de préférence l'être en concertation avec les exportateurs, producteurs ou importateurs concernés et avec leur consentement:

Etant entendu en outre que l'autorité compétente déterminera une marge de dumping individuelle pour tout exportateur ou producteur qui n'aura pas été choisi initialement et qui présentera les informations nécessaires en temps voulu, sauf si le nombre d'exportateurs ou de producteurs est tel qu'un examen individuel serait indûment difficile et risquerait d'empêcher d'achever l'enquête en temps utile.

4) L'autorité compétente rendra public un avis de ses conclusions finales.

18. Imposition d'un droit

1) Dans les trois mois suivant la date de publication des conclusions finales de l'autorité compétente conformément à l'article 17, le gouvernement central pourra, moyennant notification au Journal officiel, imposer à l'importation en Inde de l'article visé dans ces conclusions un droit antidumping qui ne dépassera pas la marge de dumping déterminée conformément à l'article 17. Etant entendu que, s'il s'agit d'importations en provenance de certains pays, le montant du droit ne dépassera pas celui qui aura été jugé suffisant pour éliminer le dommage causé à la branche de production nationale.

2) Si l'autorité compétente a choisi un pourcentage du volume des exportations en provenance d'un pays donné, comme prévu au paragraphe 3 de l'article 17, le droit antidumping appliqué aux importations en provenance des exportateurs ou producteurs sur lesquels n'a pas porté l'examen ne dépassera pas:

i) la marge de dumping moyenne pondérée déterminée pour ce qui concerne les exportateurs ou producteurs choisis; ou

ii) si l'obligation d'acquitter des droits antidumping est calculée sur la base d'une valeur normale prospective, la différence entre la valeur normale moyenne pondérée des produits des exportateurs ou producteurs choisis et les prix à l'exportation des exportateurs ou producteurs qui n'ont pas fait l'objet d'un examen individuel.

Etant entendu que le gouvernement central ne tiendra pas compte, aux fins de l'application de ce paragraphe, des marges nulles, marges inférieures à 2 pour cent du prix

à l'exportation et marges déterminées dans les conditions exposées au paragraphe 8 de l'article 6. Le gouvernement central appliquera des droits individuels aux importations en provenance de tout exportateur ou producteur qui n'aura pas été inclus dans l'examen mais qui aura fourni les informations nécessaires au cours de l'enquête, comme prévu dans la deuxième clause de réserve du paragraphe 3 de l'article 17.

3) Nonobstant toute disposition du paragraphe 1, si la branche de production nationale a été définie comme dans la clause de réserve du paragraphe b) de l'article 2, un droit antidumping ne sera imposé qu'après que les exportateurs se seront vu donner la possibilité de cesser d'exporter à des prix de dumping à destination du marché considéré ou de prendre un engagement conformément à l'article 15, et qu'ils ne l'aient pas fait dans les meilleurs délais, le droit étant alors imposé exclusivement sur les articles des producteurs défaillants qui approvisionnent le marché en question.

4) Si la conclusion finale de l'autorité compétente est négative, c'est-à-dire ne reconnaît pas les présomptions de preuve sur la base desquelles l'enquête a été ouverte, le gouvernement central devra, dans les 45 jours suivant la publication de cette conclusion finale conformément à l'article 17, supprimer le droit provisoire éventuellement imposé.

19. Imposition non discriminatoire du droit. Tout droit provisoire imposé conformément à l'article 13 ou droit antidumping imposé conformément à l'article 18 devra l'être de façon non discriminatoire et être applicable à toutes les importations des articles en cause faisant l'objet d'un dumping constaté en provenance de quelque source que ce soit, et, le cas échéant, qui causent un dommage à une branche de production nationale, à l'exception des articles importés des sources dont a été accepté un engagement pris conformément à l'article 15.

20. Date de début d'application du droit

1) Le droit antidumping imposé conformément à l'article 13 ou 19 prendra effet à compter de la date de sa notification au Journal officiel.

2) Nonobstant toute disposition du paragraphe 1:

a) si un droit provisoire a été imposé et si l'autorité compétente a finalement conclu à l'existence d'un dommage, ou à celle d'une menace de dommage et conclu en outre que les importations qui font l'objet d'un dumping auraient entraîné un dommage en l'absence d'un droit provisoire, le droit antidumping pourra être recouvré à compter de la date d'imposition du droit provisoire;

b) dans les circonstances visées au paragraphe 3 de l'article 9A de la Loi, le droit antidumping pourra être prélevé rétroactivement à compter de 90 jours avant l'imposition du droit provisoire.

Etant entendu qu'aucun droit ne sera recouvré rétroactivement sur les importations effectuées pour la consommation intérieure avant l'ouverture de l'enquête;

Etant entendu en outre qu'en cas de violation d'un engagement sur les prix visé au paragraphe 6 de l'article 15, aucun droit ne sera recouvré rétroactivement sur les importations effectuées pour la consommation intérieure avant cette violation.

21. Remboursement du droit

- 1) Si le montant du droit antidumping imposé par le gouvernement central sur la base des conclusions finales de l'enquête de l'autorité compétente dépasse celui du droit provisoire déjà imposé et recouvré, la différence ne sera pas perçue auprès de l'importateur.
- 2) Si le droit antidumping fixé après la conclusion de l'enquête est inférieur au droit provisoire déjà imposé et recouvré, la différence sera remboursée à l'importateur.
- 3) Si le droit provisoire imposé par le gouvernement central est supprimé conformément au paragraphe 4 de l'article 18, le droit provisoire déjà imposé et recouvré le cas échéant sera remboursé à l'importateur.

22. Marge de dumping dans le cas des exportateurs qui n'ont pas fait initialement l'objet d'une enquête

- 1) Si un produit fait l'objet de droits antidumping, l'autorité compétente procédera périodiquement à un réexamen aux fins de déterminer les marges individuelles de dumping des exportateurs ou producteurs du pays exportateur en question qui n'ont pas exporté ce produit à destination de l'Inde pendant la durée de l'enquête, à condition que ces exportateurs ou producteurs démontrent qu'ils n'ont aucun lien avec aucun exportateur ni producteur du pays exportateur qui fait l'objet des droits antidumping sur le produit.
- 2) Le gouvernement central n'imposera aucun droit antidumping, au titre du paragraphe i) de l'article 9A de la loi, sur les importations en provenance de ces exportateurs ou producteurs pendant la durée du réexamen visé au paragraphe 1 du présent article.

Etant entendu que le gouvernement central pourra procéder à une évaluation provisoire et exiger de l'importateur une garantie si l'autorité compétente le recommande et, si le réexamen aboutit à la détermination de l'existence d'un dumping sur ces produits pratiqué par ces exportateurs, le gouvernement pourra alors imposer un droit rétrospectivement à compter de la date où a été entrepris le réexamen.

23. Réexamen

- 1) L'autorité compétente devra périodiquement réexaminer la nécessité de continuer d'imposer le droit antidumping et, si elle est convaincue par les informations qu'elle aura reçues que le maintien du droit ne se justifie pas, elle en recommandera au gouvernement central la suppression.
- 2) Tout réexamen entrepris au titre du paragraphe 1 sera mené à terme dans un délai de douze mois au maximum.
- 3) Les dispositions des articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 16, 17, 18, 19 et 20 seront, *mutatis mutandis*, applicables aux réexamens.

24. Dumping dommageable pour un pays tiers

- 1) L'autorité compétente pourra entreprendre une enquête sur tout dumping allégué en Inde qui causerait un dommage à la branche de production nationale d'un pays tiers Membre de l'Organisation mondiale du commerce.

2) L'autorité compétente devra alors suivre les procédures énoncées à l'article 14 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, 1994, tel qu'il figure dans l'Acte final des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay.

ANNEXE I
(Voir article 8)

Principes de la détermination de la valeur normale, du prix à l'exportation
et de la marge de dumping

Pour déterminer la valeur normale, le prix à l'exportation et la marge de dumping, l'autorité compétente prendra notamment en compte les principes ci-après:

1. Les éléments du prix de revient auxquels il est fait référence au sujet de la détermination de la valeur normale seront normalement déterminés sur la base de la comptabilité de l'exportateur ou du producteur qui fait l'objet de l'enquête, à condition que cette comptabilité soit tenue conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur et qu'elle fasse raisonnablement ressortir le coût de la production et celui de la vente de l'article visé.
2. Les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays exportateur et les ventes effectuées dans un pays tiers à des prix unitaires inférieurs aux frais unitaires fixes et variables de production, majorés des frais d'administration, frais de vente et frais généraux, pourront être considérées comme n'étant pas effectuées au cours d'opérations commerciales normales en raison du prix pratiqué. L'autorité compétente pourra n'en pas tenir compte pour déterminer la valeur normale à condition d'avoir établi:
 - i) que ces ventes ont été effectuées dans un laps de temps raisonnable (d'au moins six mois) en quantités substantielles, c'est-à-dire que le prix de vente moyen pondéré de l'article s'inscrit en deçà du prix de revient unitaire moyen pondéré ou que le volume des ventes effectuées à un prix inférieur au prix de revient unitaire représente au moins 20 pour cent du volume vendu lors des opérations en cause, et
 - ii) que ces ventes ont été effectuées à des prix qui ne permettent pas le recouvrement de tous les frais dans un laps de temps raisonnable. Les prix seront censés permettre le recouvrement des frais dans un laps de temps raisonnable s'ils dépassent pendant la durée de l'enquête le prix de revient unitaire moyen pondéré, même s'ils ont été inférieurs au prix de revient unitaire au moment de la vente.
3.
 - i) Au cours de l'enquête, l'autorité compétente prendra en considération tous les éléments de preuve concernant la juste affectation des frais, y compris les éléments que lui aura fournis l'exportateur ou le producteur, à condition que cette affectation ait été déjà normalement retenue par l'exportateur ou le producteur pour déterminer comme il convient les délais d'amortissement et de dépréciation ainsi que les provisions pour dépenses d'équipement et autres frais de développement.
 - ii) à moins qu'il n'en ait déjà été tenu compte dans l'affectation des frais visée au paragraphe 1 et à l'alinéa i) ci-dessus, l'autorité compétente procédera également aux ajustements voulus pour tenir compte des dépenses non renouvelables qui profiteraient à la production courante ou à venir, ainsi que des circonstances dans lesquelles les frais auront été influencés durant l'enquête par la mise en route d'une production.

4. La détermination des montants consacrés aux frais d'administration, frais de vente et frais généraux et au bénéfice visés au paragraphe i) de l'article 9A de la loi s'appuiera sur les chiffres effectifs concernant la production et les ventes de l'article similaire effectuées au cours d'opérations commerciales normales par l'exportateur ou le producteur qui fait l'objet de l'enquête. Quand ces montants ne pourront être déterminés ainsi, ils pourront l'être en se fondant:

- i) sur les montants effectivement dépensés ou obtenus par l'exportateur ou le producteur considéré au titre de la production ou de la vente des articles de la même catégorie générale sur le marché intérieur du pays d'origine;
- ii) sur la moyenne pondérée des montants effectivement dépensés ou obtenus par d'autres exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête au titre de la production ou de la vente de l'article similaire sur le marché intérieur du pays d'origine; ou encore
- iii) sur toute autre méthode raisonnable, à condition que le montant du bénéfice ainsi établi ne dépasse pas celui du bénéfice normalement réalisé par les exportateurs ou producteurs au titre de la vente de produits appartenant à la même catégorie générale sur le marché intérieur du pays d'origine.

5. Pour arriver à un prix à l'exportation construit, l'autorité compétente tiendra dûment compte des frais, y compris les droits et taxes, qui ont dû être acquittés entre l'importation et la revente des articles, ainsi que des bénéfices.

- 6.
- i) Pour déterminer la marge de dumping, l'autorité compétente procédera à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Cette comparaison sera effectuée au même niveau commercial, c'est-à-dire normalement au niveau sortie usine, et sur la base de ventes effectuées aussi autant que possible au même moment. Il sera dûment tenu compte dans chaque cas des différences qui influeraient sur la comparabilité des prix, y compris les différences entre les conditions de vente, les fiscalités, les niveaux commerciaux, les quantités, les caractéristiques physiques, etc., dont il serait prouvé qu'elles influent sur la comparabilité des prix.
 - ii) Si le prix à l'exportation est construit, la comparaison ne sera effectuée qu'après détermination de la valeur normale au même niveau commercial.
 - iii) Si la comparaison visée dans le présent paragraphe nécessite la conversion de monnaies, cette conversion sera effectuée au taux de change en vigueur à la date de la vente, à condition que, si une cession à terme de monnaie étrangère est directement liée à la vente à l'exportation considérée, on se base sur le taux de change pratiqué au moment de cette cession. Il ne sera pas tenu compte des fluctuations des taux de change et, lors de l'enquête, les exportateurs se verront accorder au moins 60 jours pour ajuster leurs prix à l'exportation afin de tenir compte des mouvements soutenus des taux de change qui seraient intervenus durant l'enquête.

- iv) Sous réserve des dispositions applicables aux comparaisons conformément au présent paragraphe, l'existence d'une marge de dumping durant l'enquête sera normalement déterminée sur la base d'une comparaison de la valeur normale moyenne pondérée et de la moyenne pondérée des prix à l'exportation opération par opération. La valeur normale moyenne pondérée pourra être comparée au prix pratiqué pour chaque opération à l'exportation si l'on constate que les prix à l'exportation diffèrent sensiblement selon les achats, les régions ou les moments et s'il est expliqué pourquoi ces différences ne peuvent être prises dûment en considération moyennant une comparaison entre moyennes pondérées ou opération par opération.

ANNEXE II
(Voir article 9)

Principes de la détermination de l'existence d'un dommage

Pour déterminer l'existence d'un dommage, d'une menace de dommage important pour une branche de production nationale ou d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale, désignés ci-après par le terme "dommage", et l'existence d'un lien de causalité entre les importations qui font l'objet d'un dumping et ledit dommage, l'autorité compétente devra notamment prendre en compte les principes suivants:

- i) La détermination du dommage comportera une prise en compte objective a) du volume des importations qui font l'objet d'un dumping et de l'effet de ces importations sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, ainsi que b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits.
- ii) Pour ce qui concerne le volume des importations qui font l'objet d'un dumping, l'autorité compétente examinera s'il y a eu augmentation notable de ces importations, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation en Inde. Pour ce qui concerne l'effet des importations qui font l'objet d'un dumping sur les prix, selon le paragraphe 2 de l'article 18, l'autorité compétente examinera s'il y eu, dans ces importations, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire de l'Inde, ou si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable une hausse de prix qui, sans cela, se serait produite.
- iii) Si les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays font simultanément l'objet d'une enquête antidumping, l'autorité compétente ne pourra procéder à une évaluation cumulative des effets de ces importations que si elle détermine a) que la marge de dumping établie en relation avec les importations en provenance de chaque pays dépasse 2 pour cent du prix à l'exportation et que le volume des importations en provenance de chaque pays représente 3 pour cent des importations de l'article similaire ou que, si les exportations de chaque pays sont inférieures à ces 3 pour cent, les importations en provenance de l'ensemble des pays considérés représentent plus de 7 pour cent des importations de l'article similaire, et b) qu'une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les articles importés et les produits nationaux similaires.
- iv) L'examen de l'incidence des importations qui font l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris la diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du produit des investissements ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance et la capacité de se procurer des capitaux d'investissement.
- v) Il devra être démontré que les importations qui font l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping tels qu'ils sont définis aux paragraphes ii) et iv) ci-dessus, un dommage à la branche de production nationale. La démonstration d'un lien de causalité

entre les importations qui font l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposera l'autorité compétente. Celle-ci examinera aussi tous les facteurs connus, autres que les importations qui font l'objet d'un dumping, qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations qui font l'objet d'un dumping. Les facteurs à retenir éventuellement à cet égard sont, entre autres, le volume et les prix des importations non vendues à des prix de dumping, la contraction de la demande ou les modifications de la configuration de la consommation, les pratiques commerciales restrictives de producteurs étrangers et nationaux et la concurrence entre ces mêmes producteurs, enfin l'évolution des techniques ainsi que des résultats à l'exportation et de la productivité de la branche de production nationale.

- vi) L'effet des importations qui font l'objet d'un dumping sera évalué par rapport à la production nationale de l'article similaire lorsque les données disponibles permettront d'identifier cette production séparément sur la base de critères tels que le procédé de production, les ventes des producteurs et les bénéfices. S'il n'est pas possible d'identifier séparément cette production, les effets des importations qui font l'objet d'un dumping seront évalués par examen de la production du groupe ou de la gamme de produits le plus étroit, comprenant le produit similaire, pour lequel les renseignements nécessaires pourront être fournis.
- vii) La détermination concluant à une menace de dommage important se fondera sur des faits et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités. Le changement de circonstances qui créerait une situation où le dumping causerait un dommage doit être nettement prévu et imminent. Pour déterminer s'il y a menace de dommage important, l'autorité compétente devra entre autres prendre en compte des facteurs tels que:
 - a) un taux d'accroissement notable des importations qui font l'objet d'un dumping en Inde, dénotant la probabilité d'une augmentation substantielle des importations;
 - b) la capacité suffisante et librement disponible de l'exportateur, ou son augmentation imminente et substantielle, qui dénote la probabilité d'une augmentation substantielle des exportations faisant l'objet d'un dumping vers le marché indien, compte tenu de l'existence d'autres marchés d'exportation pouvant absorber les exportations additionnelles;
 - c) le fait que des importations entrent ou non à des prix qui auront pour effet de déprimer les prix intérieurs dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de ces prix et qui accroîtraient probablement la demande de nouvelles importations; enfin
 - d) les stocks de l'article qui fait l'objet de l'enquête.

(S. M. BHATNAGAR)

SOUS-SECRETAIRE AUPRES DU GOUVERNEMENT INDIEN

A PUBLIER DANS LA PARTIE II, SECTION 3, SOUS-SECTION i), DU JOURNAL OFFICIEL DE L'INDE, SUPPLEMENT SPECIAL, EN DATE DU 1er JANVIER 1995

11 PAUSA, 1916 (SAKA)

GOUVERNEMENT INDIEN
MINISTERE DES FINANCES
DEPARTEMENT DU TRESOR

NEW DELHI, le 1er janvier 1995
11 PAUSA, 1916 (Saka)

NOTIFICATION
N° 1/95-N.T. CUSTOMS

G.S.R. N° 2-(E) Dans l'exercice des pouvoirs que lui confèrent le paragraphe 7 de l'article 9 et le paragraphe 2 de l'article 9B de la Loi de 1975 sur le tarif douanier (51 de 1975) et pour annuler et remplacer le Règlement de 1985 sur le tarif douanier (identification, imposition et recouvrement du droit ou du droit additionnel sur les articles subventionnés, et détermination du dommage), sauf en ce qui concerne les dispositions prises ou omises antérieurement, le gouvernement central énonce par les présentes le Règlement ci-après:

1. Intitulé et date d'entrée en vigueur
 - 1) Le présent règlement portera le titre de Règlement de 1995 sur le tarif douanier (identification, imposition et recouvrement de droits compensateurs sur les articles subventionnés, et détermination du dommage).
 - 2) Le Règlement entrera en vigueur le 1er janvier 1995.
2. Définitions. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'exige une autre interprétation,
 - a) le terme "loi" s'entend de la Loi de 1975 sur le tarif douanier (51 de 1975);
 - b) l'expression "branche de production nationale" s'entend de l'ensemble des producteurs nationaux d'articles similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de l'article considéré, sauf si ces producteurs sont liés aux exportateurs ou aux importateurs de l'article prétendument subventionné, ou en sont eux-mêmes importateurs, auquel cas ces producteurs ne seront pas censés faire partie de la branche de production nationale:

Etant entendu que dans les circonstances exceptionnelles visées au paragraphe 3 de l'article 13, la branche de production nationale de l'article en question sera censée être composée de deux marchés compétitifs ou plus, et les producteurs à l'intérieur de chaque marché seront considérés comme constituant une branche de production distincte si

- i) les producteurs à l'intérieur de ce marché vendent la totalité ou la quasi-totalité de leur production de l'article en question sur ce marché; et si

- ii) la demande sur ce marché n'est pas satisfaite dans une mesure substantielle par les producteurs de l'article en question situés dans d'autres parties du territoire;
 - c) l'expression "parties intéressées" s'entend
 - i) des exportateurs ou producteurs étrangers ou des importateurs d'un article qui fait l'objet d'une enquête pour subvention, et des groupements professionnels, industriels ou commerciaux dont la majorité des membres sont des producteurs, exportateurs ou importateurs de l'article en question; et
 - ii) des producteurs de l'article similaire en Inde et des groupements professionnels, industriels ou commerciaux dont la majorité des membres produisent en Inde l'article similaire;
 - d) l'expression "droit provisoire" s'entend d'un droit compensateur imposé conformément au paragraphe 2 de l'article 9A de la loi;
 - e) l'expression "certains pays" s'entend des pays ou territoires avec lesquels le gouvernement de l'Inde a conclu un accord leur accordant le traitement de la nation la plus favorisée;
 - f) tous les termes et expressions utilisés dans le présent règlement et non définis ici ont le sens que leur attribue la loi.
3. Désignation de l'autorité compétente
- 1) Le gouvernement central pourra, moyennant notification au Journal officiel, désigner une personne ayant au moins le rang de cosecrétaire auprès du gouvernement indien, ou toute autre personne qu'il jugera utile, en qualité d'autorité compétente aux fins du présent règlement.
 - 2) Le gouvernement central pourra assurer à l'autorité compétente les services d'autres personnes et d'autres moyens d'action qu'il jugera utiles.
4. Fonctions de l'autorité compétente. Il appartiendra à l'autorité compétente, conformément au présent règlement:
- a) d'enquêter sur l'existence, le degré et les effets de toute subvention en relation avec l'importation d'un article;
 - b) d'identifier l'article passible d'un droit compensateur;
 - c) de soumettre ses conclusions, provisoires ou non, au gouvernement central, concernant:
 - i) la nature et le montant de la subvention en relation avec un article qui fait l'objet d'une enquête;
 - ii) le dommage, la menace de dommage à une branche de production établie en Inde ou le retard important à la création d'une branche de production en Inde, résultant de l'importation des articles en question en provenance de certains pays;

d) de recommander le montant du droit compensateur qui, s'il est imposé, suffira à éliminer le dommage subi par la branche de production nationale, et la date d'entrée en vigueur de ce droit; et

e) de revoir la nécessité de continuer d'imposer le droit compensateur.

5. Décision concernant le pays d'origine. Si des articles ne sont pas importés directement du pays d'origine mais le sont depuis un pays intermédiaire, les dispositions du présent règlement seront applicables et toute opération de cette nature sera censée, aux fins du présent règlement, avoir été effectuée entre le pays d'origine et le pays d'importation.

6. Ouverture de l'enquête

1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, l'autorité compétente n'ouvrira d'enquête pour déterminer l'existence, le degré et l'effet d'une subvention alléguée que sur réception d'une demande présentée par écrit par la branche de production nationale ou en son nom.

2) Les demandes présentées au titre du paragraphe 1 devront être faites dans les formes prescrites par l'autorité compétente et accompagnées d'éléments de preuve de l'existence:

a) d'une subvention et, si possible, de son montant

b) d'un dommage le cas échéant, et

c) le cas échéant, d'un lien de causalité entre les importations subventionnées et le dommage allégué.

3) L'autorité compétente n'ouvrira d'enquête suite à une demande faite au titre du paragraphe 1 que:

a) si elle détermine, après examen du degré de soutien ou d'opposition apporté à la demande par les producteurs nationaux de l'article similaire, que la demande a été déposée par la branche de production nationale ou en son nom:

Etant entendu qu'aucune enquête ne sera ouverte si les producteurs nationaux qui soutiennent expressément la demande contribuent pour moins de 25 pour cent à la production totale du produit similaire de la branche de production nationale; et

b) si elle examine l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande et détermine qu'il y a des éléments de preuve suffisants concernant:

i) l'existence de la subvention;

ii) celle du dommage le cas échéant; et

iii) le cas échéant, l'existence d'un lien de causalité entre les importations subventionnées et le dommage allégué, pour justifier l'ouverture d'une enquête.

Explication: Aux fins du présent article, la demande sera considérée comme présentée "par la branche de production nationale ou en son nom" si elle est soutenue par des producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale de l'article similaire provenant de la partie de la branche de production nationale qui aura exprimé son soutien ou son opposition à la demande.

4) Nonobstant toute disposition du paragraphe 1, l'autorité compétente pourra ouvrir une enquête de sa propre initiative si elle est convaincue, au vu des informations reçues de la Perception des droits de douane désignée conformément à la Loi douanière de 1962 (51 de 1962), ou de toute autre source, qu'il existe des éléments de preuve suffisants concernant l'existence des circonstances visées à l'alinéa b) du paragraphe 3.

5) L'autorité compétente avisera le gouvernement du pays exportateur avant l'ouverture de toute enquête.

7. Principes applicables aux enquêtes

1) L'autorité compétente devra, une fois qu'elle aura décidé d'ouvrir une enquête pour déterminer l'existence, le degré et l'effet de toute subvention alléguée d'un article quelconque, rendre public un avis notifiant sa décision. L'avis au public d'ouverture d'une enquête devra notamment contenir des informations adéquates sur les points suivants:

- i) noms des pays exportateurs et désignation de l'article en cause;
- ii) date d'ouverture de l'enquête;
- iii) description de la ou des pratiques de subvention qui doivent faire l'objet de l'enquête;
- iv) résumé des facteurs sur lesquels repose l'allégation d'un dommage;
- v) adresse à laquelle les pays et les parties intéressés devront adresser leurs représentations; et
- vi) délais accordés aux pays et parties intéressés pour faire connaître leurs vues.

2) L'autorité compétente fera tenir copie de l'avis au public aux exportateurs connus de l'article dont il est allégué qu'il fait l'objet d'une subvention, au gouvernement du pays exportateur concerné et aux autres parties intéressées.

3) L'autorité compétente remettra également copie de la demande visée au paragraphe 1 de l'article 6:

- i) aux exportateurs connus, ou au groupement professionnel concerné quand il y aura un grand nombre d'exportateurs, et
- ii) au gouvernement du pays exportateur,

Etant entendu que l'autorité compétente devra également faire tenir copie de la demande à toute autre partie intéressée qui le demandera par écrit.

4) L'autorité compétente pourra publier un avis demandant aux exportateurs, producteurs étrangers et gouvernements des pays intéressés des informations à présenter dans la forme qu'elle prescrira éventuellement, et ces informations lui seront fournies par écrit par ces personnes dans les 30 jours à compter de la date de réception de l'avis ou dans le délai plus long que l'autorité compétente pourra consentir pour des motifs suffisants et prouvés.

Explication: Aux fins du présent paragraphe, l'avis au public et les autres documents seront censés avoir été reçus dans le délai d'une semaine à compter de la date à laquelle ces documents auront été envoyés par l'autorité compétente ou communiqués au représentant diplomatique approprié du pays exportateur.

5) L'autorité compétente donnera également aux utilisateurs industriels de l'article qui fait l'objet de l'enquête, ainsi qu'aux organisations représentatives de consommateurs si l'article est couramment vendu au stade du détail, la possibilité de fournir des informations pertinentes pour l'enquête concernant la subvention et, le cas échéant, le dommage et le lien de causalité.

6) L'autorité compétente pourra autoriser un pays intéressé ou une partie intéressée, ou son représentant, à présenter oralement aussi les informations pertinentes pour l'enquête, mais ces informations présentées oralement ne seront prises en considération que si elles sont ultérieurement confirmées par écrit.

7) L'autorité compétente communiquera les éléments de preuve présentés par une partie aux autres parties intéressées qui participent à l'enquête.

8) Si une partie intéressée refuse de donner accès aux informations nécessaires ou ne les communique pas dans un délai raisonnable, ou si elle entrave le déroulement de l'enquête de façon notable, l'autorité compétente pourra conclure sur la base des faits portés à sa connaissance et adresser au gouvernement central les recommandations qu'elle jugera utiles dans ces circonstances.

8. Informations confidentielles

1) Nonobstant toute disposition des paragraphes 1, 2, 3 et 7 de l'article 7, du paragraphe 2 de l'article 14, du paragraphe 4 de l'article 17 et du paragraphe 3 de l'article 19, les copies des demandes reçues au titre du paragraphe 1 de l'article 6 et toutes les autres informations fournies à l'autorité compétente à titre confidentiel par une partie quelconque au cours de l'enquête seront, dès lors que l'autorité compétente en aura reconnu le caractère confidentiel, traitées par elle comme telles et aucune de ces informations ne sera communiquée à une autre partie sans l'autorisation expresse de la partie qui l'aura fournie.

2) L'autorité compétente pourra exiger des parties qui fournissent des informations confidentielles qu'elles en donnent des résumés non confidentiels, suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des informations communiquées à titre confidentiel et si, de l'avis d'une partie qui aura fourni des informations de cette nature, ces informations ne sont pas susceptibles d'être résumées, ladite partie pourra remettre à l'autorité compétente un exposé des raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni.

3) Nonobstant toute disposition du paragraphe 2, si l'autorité compétente estime qu'une demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée et si la personne qui a fourni les renseignements ne veut ni les rendre publics ni en autoriser la divulgation en termes généraux ou sous forme de résumé, l'autorité compétente pourra ne pas tenir compte desdites informations.

9. Exactitude des informations. Sauf dans les cas prévus au paragraphe 8 de l'article 7, l'autorité compétente devra s'assurer au cours de l'enquête de l'exactitude des informations fournies par les parties intéressées et sur lesquelles ses conclusions seront fondées.

10. Exécution d'enquêtes sur le territoire de certains autres pays

1) L'autorité compétente pourra procéder à des enquêtes sur le territoire d'autres pays afin de vérifier les informations qui lui auront été fournies ou d'obtenir plus de détails,

Etant entendu que l'autorité compétente devra en aviser ces pays par avance et que ces pays ne s'opposeront pas à l'enquête.

2) L'autorité compétente pourra également procéder à des enquêtes dans les locaux de toute organisation commerciale et examiner les dossiers de cette organisation si celle-ci y consent et si le pays sur le territoire duquel est sise ladite organisation est avisé et n'élève aucune objection contre l'exécution de l'enquête.

11. Nature de la subvention

1) Pour déterminer l'existence de la subvention, l'autorité compétente s'assurera du point de savoir si la subvention qui fait l'objet de l'enquête:

a) a un lien avec les résultats à l'exportation, ou

b) a un lien avec l'utilisation de produits nationaux de préférence aux produits importés dans l'article exporté, ou encore

c) a été accordée à un nombre limité de personnes qui fabriquent, produisent ou exportent l'article en question, à moins que la subvention ne soit destinée

i) à des travaux de recherche effectués par les personnes qui fabriquent, produisent ou exportent l'article, ou pour leur compte, ou bien

ii) à porter assistance à des régions défavorisées sises sur le territoire du pays exportateur, ou encore

iii) à aider l'adaptation des équipements existants aux nouvelles prescriptions en matière d'environnement,

Etant entendu qu'aux fins des alinéas a) et b), les subventions d'un type mentionné dans l'Accord sur l'agriculture contenu dans l'Acte final du Cycle de négociations commerciales multilatérales d'Uruguay ne seront pas prises en considération.

Explication

1) Aux fins du point i) de l'alinéa c), l'expression "subvention destinée aux travaux de recherche" s'entend d'une aide apportée à des travaux de recherche effectués par des organisations commerciales ou des établissements d'enseignement supérieur ou de recherche sur la base d'un contrat avec les organisations commerciales, si cette aide ne représente pas plus de 75 pour cent du coût des travaux de recherche industrielle ou 50 pour cent du coût

du développement en vue d'affronter la concurrence, et sous réserve que cette aide soit limitée exclusivement:

- i) aux dépenses de personnel (chercheurs, techniciens et autres personnels d'appoint employés exclusivement aux travaux de recherche);
 - ii) au coût des instruments, du matériel, des terrains et des bâtiments utilisés exclusivement et de façon permanente (sauf s'ils sont cédés à titre commercial) pour les travaux de recherche;
 - iii) au coût des services de consultants ou équivalents employés exclusivement aux fins des travaux de recherche, y compris les frais d'acquisition de résultats de travaux de recherche, de connaissances techniques, de brevets, etc.;
 - iv) aux frais généraux supplémentaires résultant directement des travaux de recherche; et enfin
 - v) aux autres dépenses courantes (par exemple consacrées aux matériels, fournitures, etc.) qui résultent directement des travaux de recherche.
- 2) Aux fins du point ii) de l'alinéa c), l'expression "subvention destinée à aider les régions défavorisées" s'entend de l'aide apportée aux régions défavorisées sises sur le territoire du pays exportateur dans le cadre général du développement d'ensemble et non limitée à un certain nombre d'entreprises sises dans la région bénéficiaire,

Etant entendu que:

- a) chaque région défavorisée devra être composée de zones géographiques contiguës clairement désignées, et dotée d'une identité économique et administrative définissable;
 - b) la région sera considérée comme défavorisée sur la base de critères neutres et objectifs, faisant ressortir que les difficultés de la région découlent de circonstances autres que temporaires; ces critères devront être clairement énoncés dans une loi, un règlement ou un autre document officiel de façon qu'il soit possible de procéder à une vérification;
 - c) l'un des critères devra être un critère de mesure du développement économique, qui s'appuiera au moins sur l'un des facteurs ci-après:
 - i) soit le revenu par habitant, soit le revenu des ménages par habitant, soit encore le produit intérieur brut par habitant, qui ne devront pas dépasser 85 pour cent de leur moyenne dans le territoire concerné;
 - ii) le taux de chômage, qui devra être au moins de 110 pour cent de la moyenne dans le territoire concerné, mesuré sur un laps de temps de trois ans; ce critère peut cependant être composite et incorporer d'autres facteurs.
- 3) Aux fins du point iii) de l'alinéa c), l'expression "subvention pour l'aide à l'adaptation des équipements existants aux nouvelles prescriptions en matière d'environnement" s'entend de l'aide destinée à favoriser l'adaptation des équipements existants aux nouvelles prescriptions

en matière d'environnement imposées par la législation ou par une réglementation qui impose plus de contraintes et de charges financières aux organisations commerciales:

Etant entendu que cette aide:

- i) est une mesure ponctuelle et non récurrente;
 - ii) reste limitée à 20 pour cent du coût d'adaptation;
 - iii) ne couvre pas le coût du remplacement et de l'exploitation de l'investissement bénéficiaire, coût qui doit être intégralement supporté par les organisations commerciales;
 - iv) est directement liée et proportionnelle à la réduction, prévue par l'organisation commerciale, des nuisances et de la pollution et ne couvre aucune économie éventuellement sur le coût de fabrication; enfin
 - v) est offerte à toutes les entreprises qui peuvent adopter les équipements ou les procédés de production nouveaux.
- 3) Pour déterminer l'existence d'une subvention du type visé à l'alinéa c) du paragraphe 1, l'autorité compétente devra tenir compte notamment des principes énoncés à l'annexe II du présent règlement.

12. Octroi d'un avantage. Pour déterminer l'octroi d'un avantage au bénéficiaire d'une subvention, l'autorité compétente tiendra compte des directives ci-après:

- a) l'apport des pouvoirs publics au capital social ne sera pas considéré comme conférant un avantage à moins que la décision d'investissement ne puisse être considérée comme incompatible avec la pratique coutumière en matière d'investissement (y compris en ce qui concerne les capitaux à risque) des investisseurs privés sur le territoire du pays où s'effectue cet apport;
- b) l'octroi d'un prêt par les pouvoirs publics ne sera pas considéré comme conférant un avantage, à moins que le montant payé au titre du prêt par l'organisation bénéficiaire ne diffère de celui qu'elle paierait pour un prêt commercial comparable qu'elle pourrait effectivement obtenir sur le marché. Dans ce cas, l'avantage sera la différence entre les deux montants;
- c) la garantie d'un prêt par les pouvoirs publics ne sera pas considérée comme conférant un avantage, à moins que le montant payé au titre du prêt ainsi garanti par l'organisation commerciale bénéficiaire diffère de celui qu'elle devrait payer pour un prêt commercial comparable en l'absence de la garantie des pouvoirs publics. Dans ce cas, l'avantage sera la différence entre les deux montants, ajustée pour tenir compte de toute différence entre les frais à acquitter;
- d) la fourniture de biens ou de services, non plus que l'achat de biens, par les pouvoirs publics ne sera pas considérée comme conférant un avantage, à moins que les biens ou services ne soient fournis contre une rémunération moins qu'adéquate ou que l'achat ne fasse l'objet d'une rémunération plus qu'adéquate. L'adéquation de la rémunération sera déterminée par rapport aux conditions du marché des biens ou services en question dans le pays qui les fournit

ou les achète (y compris les conditions en matière de prix, de qualité, de disponibilité, de possibilité d'écoulement, de transport et d'achat ou de vente en général).

13. Détermination de l'existence du dommage

1) S'agissant d'importations en provenance de certains pays, l'autorité compétente devra en outre conclure que l'importation de l'article en cause en Inde cause ou menace de causer un dommage important à une branche de production quelconque établie en Inde, ou retarde de façon importante la création d'une branche de production en Inde.

2) Sauf si elle conclut à l'existence d'un dommage conformément au paragraphe 3, l'autorité compétente déterminera l'existence d'un dommage, d'une menace de dommage, d'un retard important dans la création d'une branche de production et du lien de causalité entre l'importation subventionnée et le dommage sur la base, notamment, des principes énoncés à l'annexe I du présent règlement.

3) L'autorité compétente pourra, dans des cas exceptionnels, conclure à l'existence d'un dommage, même si une partie substantielle de la branche de production nationale n'est pas lésée:

- i) si elle constate une concentration des importations subventionnées sur un marché isolé; et
- ii) si les importations subventionnées causent un dommage aux producteurs de la quasi-totalité de la production réalisée à l'intérieur de ce marché.

14. Conclusions préliminaires

1) L'autorité compétente procédera avec diligence à l'enquête et, lorsqu'il conviendra, procédera à une détermination préliminaire concernant l'existence d'une subvention et sa nature et les importations en provenance de certains pays. Elle conclura également à titre préliminaire au sujet du dommage subi ou non par la branche de production nationale; sa conclusion devra contenir des explications suffisamment détaillées de sa détermination préliminaire de l'existence d'une subvention et d'un dommage et faire état des faits et des points de droit qui ont conduit à l'acceptation ou au rejet des arguments présentés. Dans cette conclusion figureront:

- i) les noms des fournisseurs et, si cela est impossible, ceux des pays fournisseurs en cause;
- ii) une description du produit qui soit suffisante à des fins douanières;
- iii) le montant de la subvention établie et la base sur laquelle a été déterminée l'existence d'une subvention;
- iv) les considérations qui ont conduit à la détermination du dommage; et
- v) les principales raisons de la détermination.

2) L'autorité compétente notifiera un avis au public de ses conclusions préliminaires.

15. Imposition d'un droit provisoire. Le gouvernement central pourra, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 9 de la Loi, imposer un droit provisoire sur la base des conclusions préliminaires de l'autorité compétente:

Etant entendu qu'aucun droit ne sera imposé avant l'expiration d'un délai de 60 jours à compter de la date de l'avis au public de l'autorité compétente concernant sa décision d'ouvrir des enquêtes;

Etant entendu en outre que le droit ne demeurera en vigueur que pour quatre mois au maximum.

16. Clôture de l'enquête

1) L'autorité compétente devra, moyennant avis au public, mettre immédiatement fin à une enquête si:

a) elle en reçoit la demande écrite de la branche de production nationale à la demande de qui l'enquête a été ouverte, ou faite en son nom;

b) elle a été convaincue, au cours de l'enquête, qu'il n'existe pas d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'une subvention ou, le cas échéant, d'un dommage qui justifierait la poursuite de l'enquête;

c) elle détermine que le montant de la subvention est inférieur à 1 pour cent ad valorem ou, s'il s'agit d'un produit originaire d'un pays en développement, inférieur à 2 pour cent ;

d) elle détermine que le volume effectif ou potentiel des importations, ou le dommage le cas échéant, est négligeable ou, s'il s'agit d'un produit originaire d'un pays en développement, que le volume des importations subventionnées est inférieur à 4 pour cent des importations totales du produit similaire en Inde, à moins que les importations en provenance de pays en développement dont la contribution individuelle aux importations totales est inférieure à 4 pour cent ne représentent collectivement plus de 9 pour cent des importations totales du produit similaire en Inde.

17. Suspension ou clôture d'une enquête sur acceptation d'un engagement concernant les prix

1) L'autorité compétente pourra suspendre ou clore une enquête si

a) le gouvernement du pays exportateur

i) s'engage à supprimer la subvention;

ii) dans le cas de certains pays, s'engage à limiter la subvention à un niveau raisonnable ou à prendre d'autres mesures appropriées pour en neutraliser les effets, à condition que l'autorité compétente soit assurée que l'effet dommageable de la subvention s'en trouve éliminé; ou si

b) s'agissant de certains pays, les exportateurs concernés conviennent de réviser leurs prix de façon à éliminer l'effet dommageable de la subvention et si l'autorité compétente est assurée que l'effet dommageable de la subvention se trouve éliminé:

Etant entendu que l'augmentation du prix en vertu du présent paragraphe ne dépassera pas celle qui est nécessaire pour compenser le montant de la subvention,

Etant entendu en outre que l'autorité compétente mènera son enquête à son terme et fera connaître sa conclusion si le gouvernement central le désire ou si le gouvernement du pays exportateur en décide ainsi.

- 2) i) Aucun engagement d'augmentation de prix au titre du paragraphe 1 ne sera accepté à moins que l'autorité compétente n'ait déterminé à titre préliminaire l'existence d'une subvention et d'un dommage:

Etant entendu qu'un engagement d'un exportateur ne sera accepté que si l'autorité compétente a également obtenu le consentement du pays exportateur.

- 3) L'autorité compétente ne pourra non plus accepter d'engagement offert par un pays ou un exportateur si elle considère que l'acceptation de cet engagement est irréaliste ou inappropriée pour tout autre motif.

- 4) L'autorité compétente fera connaître son acceptation d'un engagement et la suspension ou la clôture de son enquête au gouvernement central et rendra également public un avis à ce sujet. L'avis au public reprendra notamment la partie non confidentielle de l'engagement.

- 5) Si l'autorité compétente a accepté un engagement, le gouvernement central ne pourra imposer de droit au titre du paragraphe 2 de l'article 9 de la loi aussi longtemps que l'engagement acceptable pour l'autorité compétente demeurera valable.

- 6) Si l'autorité compétente a accepté un engagement au titre du paragraphe 1, elle pourra exiger, du gouvernement du pays exportateur ou de l'exportateur de qui elle a accepté l'engagement, qu'il fournisse périodiquement des informations concernant l'exécution de l'engagement et d'autoriser la vérification des données fournies:

Etant entendu qu'en cas de violation d'un engagement, l'autorité compétente en avisera le gouvernement central et conduira son enquête à terme avec diligence.

- 7) L'autorité compétente devra, de sa propre initiative ou sur la demande d'exportateurs ou d'importateurs de l'article en cause, ou encore de toute autre personne intéressée, réexaminer périodiquement la nécessité de maintenir en vigueur un engagement déjà pris.

18. Divulcation des informations. L'autorité compétente devra, avant de formuler ses conclusions finales, informer toutes les parties intéressées et tous les pays intéressés des faits essentiels pris en considération par elle et sur lesquels repose sa décision et permettre aux parties intéressées de défendre leurs intérêts.

19. Conclusions finales

- 1) L'autorité compétente devra, dans le délai d'un an à compter de l'ouverture d'une enquête, déterminer si l'article qui en fait l'objet est ou non subventionné et faire connaître au gouvernement central ses conclusions finales concernant:

- a) i) la nature de la subvention accordée pour l'article qui fait l'objet de l'enquête et le montant de cette subvention;

- ii) le point de savoir si les importations des articles de cette nature en Inde en provenance de certains pays causent ou menacent de causer un dommage important à une branche de production établie en Inde ou retarde de façon importante la création d'une branche de production en Inde, et l'existence ou non d'un lien de causalité entre les importations subventionnées et le dommage; enfin
 - iii) le point de savoir s'il convient d'imposer un prélèvement à titre rétrospectif et, dans l'affirmative, les raisons de le faire et la date à compter de laquelle ce prélèvement doit être effectué;
- b) le montant du droit recommandé par elle qui, s'il est prélevé, suffira pour éliminer le dommage causé à la branche de production nationale.

Etant entendu que le gouvernement central pourra, dans des circonstances exceptionnelles, prolonger de six mois le délai précité d'un an;

Etant entendu en outre que, si l'autorité compétente a suspendu son enquête après avoir accepté un engagement sur les prix comme prévu à l'article 17, puis la reprend motif pris d'une violation dudit engagement, la durée de la suspension de l'enquête ne sera pas prise en compte pour le calcul du délai précité d'un an.

2) Si la conclusion finale est positive, elle devra contenir toutes les informations sur les faits, les points de droit et les motifs qui y ont conduit ainsi que:

- i) les noms des fournisseurs ou, en cas d'impossibilité, ceux des pays fournisseurs en cause;
- ii) une description du produit qui soit suffisante à des fins douanières;
- iii) le montant de la subvention établie et la base sur laquelle son existence a été déterminée;
- iv) les considérations qui ont conduit à la détermination de l'existence d'un dommage; enfin
- v) les principales raisons de la détermination.

3) L'autorité compétente notifiera un avis au public de ses conclusions finales.

20. Imposition d'un droit

1) Dans les trois mois suivant la date de publication des conclusions finales de l'autorité compétente conformément à l'article 19, le gouvernement central pourra, moyennant notification au Journal officiel, imposer à l'importation en Inde de l'article visé dans ces conclusions un droit compensateur qui ne dépassera pas le montant de la subvention déterminé par l'autorité compétente conformément à l'article 19:

Etant entendu que, s'agissant d'importations en provenance de certains pays, le montant du droit ne dépassera pas celui qui aura été jugé suffisant pour éliminer le dommage causé à la branche de production nationale.

2) Nonobstant toute disposition du paragraphe 1, si une branche de production nationale a été définie comme dans la clause de réserve du point b) de l'article 2, un droit compensateur ne sera imposé qu'après que les exportateurs se seront vu donner la possibilité de cesser d'exporter à des prix subventionnés vers la zone considérée ou de prendre un engagement conformément à l'article 17 et qu'ils ne l'aient pas fait dans les meilleurs délais; auquel cas, le droit ne pourra être imposé que sur les produits des producteurs défaillants qui approvisionnent la zone en question.

3) Si la conclusion finale de l'autorité compétente est négative, c'est-à-dire ne reconnaît pas les présomptions de preuve sur la base desquelles l'enquête a été ouverte, le gouvernement central devra, dans les 45 jours suivant la publication des conclusions finales de l'autorité compétente conformément à l'article 19, supprimer le droit provisoire éventuellement imposé.

21. Imposition non discriminatoire du droit. Tout droit compensateur imposé conformément à l'article 15 ou 20 devra l'être dans des conditions non discriminatoires et être applicable à toutes les importations de l'article en cause s'il est constaté qu'il fait l'objet d'une subvention et, le cas échéant, qu'il est la cause d'un dommage, à l'exception des importations en provenance des sources dont ont été acceptés des engagements pris conformément à l'article 17.

22. Date de prise d'effet du droit compensateur

1) Le droit compensateur imposé conformément à l'article 15 ou 20 prendra effet à compter de la date de sa notification au Journal officiel.

2) Nonobstant toute disposition du paragraphe 1,

a) si un droit provisoire a été imposé et si l'autorité compétente a conclu à l'existence d'un dommage, ou conclu à celle d'une menace de dommage et conclu en outre que les importations subventionnées auraient entraîné un dommage en l'absence du droit provisoire, le droit compensateur pourra être recouvré à compter de la date d'imposition du droit provisoire;

b) dans les circonstances visées au paragraphe 4 de l'article 9 de la Loi, le droit compensateur pourra être prélevé rétrospectivement à compter de 90 jours avant l'imposition du droit provisoire:

Etant entendu qu'en cas de violation d'un engagement visé au paragraphe 6 de l'article 17, aucun droit ne sera prélevé rétrospectivement sur les importations admises pour la consommation intérieure avant la violation.

23. Remboursement du droit

1) Si le droit compensateur imposé par le gouvernement central au vu des conclusions finales de l'enquête de l'autorité compétente est supérieur au droit provisoire déjà imposé et recouvré, la différence ne sera pas recouvrée auprès de l'importateur.

2) Si le droit compensateur fixé après la conclusion de l'enquête est inférieur au droit provisoire déjà imposé et recouvré, la différence sera remboursée à l'importateur.

3) Si le droit provisoire imposé par le gouvernement central est supprimé conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 20, le droit provisoire déjà éventuellement imposé et recouvré sera remboursé à l'importateur.

24. Réexamen

1) L'autorité compétente devra périodiquement revoir la nécessité de continuer d'imposer le droit compensateur et devra, si elle détermine sur la base des informations reçues par elle qu'il n'y a aucune justification pour continuer d'imposer ce droit ou un droit supplémentaire, en recommander la suppression au gouvernement central.

2) Tout réexamen entrepris conformément au paragraphe 1 sera conclu dans un délai de 12 mois au maximum à compter de son début.

3) Les dispositions des articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 16, 17, 18, 19, 20, 22 et 23 sont *mutatis mutandis* applicables en cas de réexamen.

ANNEXE I

PRINCIPES DE LA DETERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE

Pour déterminer l'existence ou non d'un dommage, l'autorité compétente prendra notamment en compte les principes suivants:

1.
 - 1) La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article 13 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera l'examen objectif a) du volume des importations subventionnées et de leur effet sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits.
 - 2) Pour ce qui concerne le volume des importations subventionnées, l'autorité compétente devra notamment déterminer s'il y a eu augmentation notable de ces importations, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation en Inde.
 - 3) Pour ce qui concerne l'effet des importations subventionnées sur les prix, l'autorité compétente devra déterminer s'il y a eu, dans ces importations, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un article similaire en Inde, ou si elles ont, d'autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites.
 - 4) Si les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays font simultanément l'objet d'enquêtes aux fins d'imposition d'un droit compensateur, l'autorité compétente ne pourra procéder à une évaluation cumulative des effets de ces importations que si elle détermine a) que le montant de la subvention établi en relation avec les importations en provenance de chaque pays dépasse 1 pour cent ad valorem et que le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable, et b) qu'une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire.
 - 5) Pour son examen de l'incidence des importations subventionnées sur la branche de production nationale, l'autorité compétente fera intervenir et évaluera tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris la diminution effective et potentielle de la production, des ventes, de la part du marché, du bénéfice, de la productivité, du produit des investissements ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux d'investissement et, dans le cas de l'agriculture, le point de savoir si les programmes publics de soutien se sont vu imposer une charge accrue.
2.
 - 1) Il devra être démontré que les importations subventionnées causent un dommage du fait de la subvention. La démonstration d'un lien de causalité entre les importations subventionnées et le dommage causé à la branche de production nationale se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont dispose l'autorité compétente. Celle-ci examinera aussi tous les facteurs connus, autres que les importations subventionnées, qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations subventionnées. Les facteurs qui pourront être pertinents à cet égard comprennent, entre autres, le volume et les prix des importations non subventionnées des produits en question, la contraction de la demande ou les modifications de la configuration de la consommation, les pratiques commerciales restrictives

des producteurs étrangers et nationaux et la concurrence entre ces mêmes producteurs, l'évolution des techniques ainsi que celles des résultats à l'exportation et de la productivité de la branche de production nationale.

2) L'effet des importations subventionnées sera évalué par rapport à la production nationale du produit similaire lorsque les données disponibles permettront d'identifier cette production séparément sur la base de critères tels que le procédé de production, les ventes des producteurs et les bénéfices. S'il n'est pas possible d'identifier séparément cette production, les effets des importations subventionnées seront évalués moyennant examen de la production du groupe ou de la gamme de produits le plus étroit, comprenant le produit similaire, pour lequel les informations nécessaires pourront être fournies.

3. La détermination concluant à une menace de dommage important se fondera sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités. Le changement de circonstances qui créerait une situation où la subvention causerait un dommage doit être nettement prévu et imminent. En déterminant s'il y a menace de dommage important, l'autorité compétente devra tenir compte, entre autres, de facteurs tels que:

- i) la nature de la ou des subventions en cause et les effets qui en découleront vraisemblablement pour le commerce;
- ii) un taux d'accroissement notable des importations subventionnées sur le marché intérieur, qui dénote la probabilité d'une augmentation substantielle des importations;
- iii) la capacité suffisante et librement disponible de l'exportateur, ou l'augmentation imminente et substantielle de cette capacité, qui dénote la probabilité d'une augmentation substantielle des exportations subventionnées vers le marché indien, compte tenu de l'existence d'autres marchés d'importation pouvant absorber des importations additionnelles;
- iv) s'il entre des importations à des prix qui auront pour effet de déprimer les prix intérieurs dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de ces prix et qui accroîtraient probablement la demande de nouvelles importations; enfin
- v) les stocks du produit qui fait l'objet de l'enquête.

ANNEXE II

PRINCIPES DE LA DETERMINATION D'UNE SUBVENTION ACCORDEE A UN NOMBRE LIMITE DE PERSONNES. VISEE A L'ARTICLE 11

1. Pour déterminer si une subvention a été accordée à un nombre limité de personnes qui fabriquent ou produisent un article, l'autorité compétente devra prendre en compte les principes suivants:

a) le point de savoir si l'autorité qui accorde la subvention ou la législation en vertu de laquelle cette autorité agit, limite explicitement à certaines entreprises l'accès à cette subvention. Cependant, si l'autorité qui accorde la subvention, ou la législation conformément à laquelle cette autorité agit, a fixé des critères ou conditions objectifs d'accès à une subvention ou d'établissement de son montant, la subvention ne sera pas réputée avoir été accordée à un nombre limité de personnes qui fabriquent ou produisent un article, à condition que l'accès soit automatique, que les critères ou conditions en question soient rigoureusement respectés et que lesdits critères et conditions aient été clairement énoncés dans la loi, un règlement ou tout autre document officiel du pays ou du territoire qui accorde la subvention, et qu'il soit possible de les vérifier.

Explication: Aux fins du paragraphe ci-dessus, on entend par critères ou conditions objectifs des critères ou conditions d'effet neutre, qui ne favorisent pas certaines entreprises aux dépens d'autres et qui sont de nature économique et d'application à tous les cas, par exemple le nombre de salariés ou la taille de l'entreprise.

b) Si, nonobstant la détermination qu'une subvention n'est pas accordée à un nombre limité d'entreprises en vertu des dispositions du point a) ci-dessus, l'autorité compétente a des motifs de croire que la subvention a en fait été accordée à un nombre limité d'entreprises, elle pourra, pour déterminer l'existence d'une subvention, faire entrer en ligne de compte d'autres facteurs, par exemple 1) l'utilisation d'un programme de subvention par un nombre limité de certaines entreprises ou son utilisation prédominante par certaines entreprises, 2) l'octroi de montants de subvention exagérément importants à certaines entreprises et 3) la discrétion exercée par l'autorité qui accorde la subvention dans sa décision de subventionner telle ou telle entreprise. Pour appliquer cette disposition, l'autorité compétente prendra en compte le degré de diversification des activités économiques dans le domaine qui relève de la compétence de l'autorité à l'origine de la subvention, ainsi que le laps de temps durant lequel le programme de subvention aura été en vigueur.

c) Les subventions accordées seulement à certaines personnes qui fabriquent ou produisent un article à l'intérieur d'une région géographique donnée relevant de la compétence de l'autorité à l'origine de la subvention seront considérées comme accordées à un nombre limité de fabricants ou producteurs de l'article en cause.

(S. M. BHATNAGAR)
SOUS-SECRETAIRE AUPRES DU GOUVERNEMENT INDIEN

POUR PUBLICATION DANS LA PARTIE II, SECTION 3, SOUS-SECTION ii), DU JOURNAL
OFFICIEL DE L'INDE, SUPPLEMENT SPECIAL, EN DATE DU 1er JANVIER 1995

11 PAUSA, 1916 (SAKA)

GOUVERNEMENT INDIEN
MINISTERE DES FINANCES
DEPARTEMENT DU TRESOR

NEW DELHI, le 1er janvier 1995
11 PAUSA, 1916 (SAKA)

NOTIFICATION
N° 3/95-N.T. CUSTOMS

G.S.R. N° 3-(E) Dans l'exercice des pouvoirs que lui confère le paragraphe 1 de l'article 3 du Règlement de 1995 sur le tarif douanier (identification, imposition et recouvrement de droits compensateurs sur les articles subventionnés, et détermination du dommage), le gouvernement central désigne par les présentes le Secrétaire surnuméraire auprès du gouvernement indien au Ministère du commerce en qualité d'autorité compétente aux fins d'application dudit règlement.

(S. M. BHATNAGAR)
SOUS-SECRETAIRE AUPRES DU GOUVERNEMENT INDIEN

F. N° 525/2/94-CUS. (TU)

POUR PUBLICATION DANS LA PARTIE II, SECTION 3, SOUS-SECTION ii), DU JOURNAL
OFFICIEL DE L'INDE, SUPPLEMENT SPECIAL, EN DATE DU 1er JANVIER 1995

11 PAUSA, 1916 (SAKA)

GOUVERNEMENT INDIEN
MINISTERE DES FINANCES
DEPARTEMENT DU TRESOR

NEW DELHI, le 1er janvier 1995
11 PAUSA, 1916 (SAKA)

NOTIFICATION
N° 4/95-N.T. CUSTOMS

G.S.R. N° 4-(E) Dans l'exercice des pouvoirs que lui confère le paragraphe 1 de l'article 3 du Règlement de 1995 sur le tarif douanier (identification, imposition et recouvrement de droits antidumping sur les articles faisant l'objet d'un dumping, et détermination du dommage), le gouvernement central désigne par les présentes le Secrétaire surnuméraire auprès du gouvernement indien au Ministère du commerce en qualité d'autorité compétente aux fins d'application dudit règlement.

(S. M. BHATNAGAR)
SOUS-SECRETAIRE AUPRES DU GOUVERNEMENT INDIEN

F. N° 525/2/94-CUS. (TU)